

COMMUNIQUÉ

Le moine soldat, pantin des lobbyistes agro-industriels et de la chasse

Mardi 27 janvier, à l'Assemblée nationale, Mme Monique Barbut, Ministre de la Transition Écologique, a annoncé une enquête administrative sur le recrutement à l'OFB de la nouvelle directrice générale déléguée à la mobilisation de la société.

Cette enquête est diligentée sous la pression de certains lobbies agricoles, de chasseurs et de partis de droite. A croire qu'il n'est pas possible de travailler à l'OFB, ni d'exister, sans avoir la même orientation idéologique qu'eux !

Il s'agit d'une première, car cette procédure n'est d'habitude utilisée que pour des enquêtes disciplinaires.

Elle remet aujourd'hui en cause le droit constitutionnel en attaquant la liberté d'opinion de chacun·e, ce qui est une grave atteinte à nos principes démocratiques et aux principes de neutralité de la Fonction publique.

Quel que soit le niveau de responsabilité d'un·e fonctionnaire, il ou elle est tenu·e aux obligations liées à ce statut (impartialité, réserve, obéissance hiérarchique...), en lesquelles devraient avoir confiance les responsables politiques concernant la façon dont les missions seront assurées.

Le Sne-FSU dénonce cette chasse aux sorcières exercée par le gouvernement sur ses propres agent·es, en répondant au diktat de personnes dont les actions sont, à bien des égards, fréquemment condamnables. Celles-là même qui s'attaquent régulièrement aux agent·es de l'État - que ce soit verbalement ou physiquement - à leurs missions, à leurs lieux de travail, et tout particulièrement à l'OFB, mais qui ne sont que très mollement dénoncés et qui ne font l'objet que de peu de récriminations.

Le Sne-FSU dénonce cette collusion entre le gouvernement et la frange la plus radicale du monde agricole, des chasseurs et de la droite qui vient de franchir une étape. Après l'inaction et le manque de condamnation claire face aux attaques subies par les agent·es de l'État, le gouvernement participe maintenant activement à leur remise en cause.

Le Sne-FSU pourrait également saluer la réactivité salutaire de notre Premier ministre qui a su répondre sans délai au cri d'alerte de la CR : un simple communiqué de presse a en effet suffit à déclencher une enquête administrative sur une agente à peine nommée à la direction de l'OFB. Sans même avoir eu le temps de mettre en place une seule mesure, elle est déjà jugée (et condamnée ?). Quelle efficacité !

Ingérence, discrimination, action arbitraire, deux poids deux mesures, procès populaire d'intention, semblent être les nouvelles stratégies politiques à la mode au sein de notre gouvernement.

Contacts presse :

Véronique Caraco-Giordano - Secrétaire générale du Sne-FSU – 06 69 31 37 36

Maxime Caillon - Secrétaire général adjoint du Sne-FSU – 06 66 24 88 80

<https://snefsu.org/>

Ce n'est vraiment pas la peine de prendre exemple sur ce qu'il se passe outre-Atlantique.

Il serait bon que ce zèle monastique puisse aussi s'appliquer lorsque des membres de l'Administration ou même du gouvernement en exercice sont mis en examen, voire condamnés.

Contacts presse :

Véronique Caraco-Giordano - Secrétaire générale du Sne-FSU – 06 69 31 37 36

Maxime Caillon - Secrétaire général adjoint du Sne-FSU – 06 66 24 88 80

<https://snefsu.org/>